
La viande et le marché. La viande industrielle est imposée partout.

La consommation de viande monte en flèche dans le monde et, d'après des études récentes, si la tendance actuelle se maintient elle augmentera encore de 76 % d'ici à 2050. Médecins et scientifiques nous préviennent depuis longtemps que la consommation excessive de viande est mauvaise pour la santé et qu'elle est associée à plusieurs types de cancer, à des maladies du cœur et à d'autres problèmes encore. L'élevage industriel étant responsable d'une bonne part du déboisement mondial, il est également mauvais pour l'environnement. En plus, il porte atteinte au climat. La FAO a calculé que, de nos jours, la production de viande – en particulier celle de type industriel – provoque à elle seule plus d'émissions de gaz à effet de serre que tous les transports du monde pris ensemble. En revanche, si tous les gros mangeurs de viande industrielle se limitaient à consommer le volume de viande recommandé par l'Organisation mondiale de la santé, le monde pourrait réduire de 40 % les émissions actuelles de gaz à effet de serre.

Donc, pourquoi la consommation de viande est-elle en train de dépasser de tant les taux recommandés pour la santé et l'environnement ? L'explication la plus courante est que les classes moyennes, devenues plus nombreuses dans beaucoup de pays récemment industrialisés, ont maintenant les moyens de manger davantage de viande et sautent donc sur l'occasion. En effet, l'augmentation projetée de la consommation de viande est particulièrement forte en Chine, au Brésil, en Inde et dans d'autres pays de leurs régions. Or, cela n'explique pas tout.

Les élevages intensifs sont le secteur de la production de viande et de lait qui croît le plus rapidement. Ils sont responsables de 80 pour cent de la croissance du secteur de la viande et des produits laitiers au niveau mondial au cours des dernières années. Ceci est particulièrement vrai pour les porcs et la volaille, dont l'élevage industriel s'est développé à une vitesse folle. La production industrielle de viande est devenue le facteur déterminant de l'augmentation de la consommation, car elle s'appuie sur une production fortement concentrée de surplus de viande bon marché qui sont commercialisés sur le marché international.

Le soutien du marché de la viande industrielle

Comment la viande industrielle peut-elle être produite à si bon compte et se développer si vite dans le monde ? Un moyen employé de façon systématique pour maximiser le rendement tout en minimisant le coût consiste à accroître la densité des élevages. En outre, au moins trois facteurs structurels clés entrent en jeu : les grandes entreprises font du lobbying contre toute réglementation de leur secteur, la viande industrielle est fortement subventionnée, et les accords commerciaux favorisent l'arrivée massive de la viande industrielle sur le marché mondial.

Quand l'Allemagne a rédigé la version préliminaire d'un plan pour réduire la consommation de viande, en démontrant qu'une réduction de 50 % d'ici à 2030 serait « cruciale pour la protection du climat », le lobbying de l'industrie a été intense. Quand le plan a été finalement publié en novembre 2016, il avait été expurgé de toute référence aux émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole. Des choses semblables se sont passées aux États-Unis, au Brésil et dans d'autres pays où

l'industrie de la viande est puissante.

L'industrie de la viande s'oppose à certaines réglementations mais accueille avec satisfaction les subventions gouvernementales. En 2013, les pays de l'OCDE ont distribué aux éleveurs 53 milliards de dollars et l'UE a versé 731 millions de dollars à la seule industrie du bétail. La même année, le ministère de l'Agriculture des États-Unis a versé plus de 300 millions de dollars à 6 producteurs (Tyson Foods a été le mieux servi) afin d'assurer que les cantines scolaires aient accès à la viande et aux produits laitiers. Les producteurs de fruits et de légumes n'ont eu droit, par contre, qu'à une fraction de ces subventions.

De fait, près de deux tiers de toutes les subventions agricoles des États-Unis vont à la viande et aux produits laitiers, surtout par le biais de la nourriture pour animaux. Sans les subventions, et sans la possibilité d'ignorer le coût environnemental et social des activités de l'industrie, la viande industrielle serait trop chère pour pouvoir l'acheter.

Mais les gros canons de l'arsenal de l'industrie sont les accords de 'libre-échange'. Ces accords soutiennent la production et la consommation de manière artificielle, en promouvant le dumping de la viande et des produits laitiers bon marché dans les pays à faible revenu. Ils comportent des clauses qui éliminent la protection des agriculteurs locaux contre les concurrents étrangers, qui rendent illégal d'accorder la préférence aux fournisseurs ou aux produits locaux, et qui soumettent les réglementations gouvernementales au système de règlement des différends entre investisseurs et États, selon lequel une entreprise étrangère peut poursuivre en justice un gouvernement s'il adopte une mesure environnementale ou sociale qui risque d'affecter négativement les profits de l'entreprise.

Comment les accords de libre-échange exacerbent l'expansion de la viande et des produits laitiers industriels

- En forçant la baisse des tarifs dans les derniers marchés 'protégés'. Ceci constitue une vraie menace dans les pays où des tarifs sont encore en place pour protéger les petits producteurs locaux de la concurrence étrangère, ou dans les pays où les producteurs bénéficient de subventions ou d'autres mécanismes qui faussent les prix. C'est notamment le cas de pays comme l'Inde, qui est maintenant confrontée au Partenariat économique global régional (RCEP). Le RCEP aura des conséquences importantes sur le secteur de la viande et des produits laitiers de l'Inde, en obligeant ce pays à recevoir des importations australiennes et néo-zélandaises : 70 millions de producteurs laitiers de l'Inde seront immédiatement menacés par les exportations de ces grands producteurs industriels de bétail. Mais les tarifs sont aussi un sujet de dispute pour les pays à haut revenu qui sont en train de négocier le Partenariat transatlantique (TTIP), qui vise à faire rentrer dans l'UE plus d'importations de viande de bœuf en provenance des États-Unis, et pour les pays impliqués dans l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), dans lequel l'accès des grandes entreprises américaines aux consommateurs de viande et de produits laitiers du Japon, du Canada et du Mexique en particulier, était fondamental pour les négociateurs américains.

- En rendant illégales les préférences locales. Accorder la préférence aux fournisseurs ou aux produits locaux devient tout bonnement illégal avec les accords en attente comme le TTIP ou le TPP. « Choisir local » est au cœur même des stratégies de bon sens qui veulent soutenir les petits producteurs et inverser le changement climatique en s'attaquant à nos méthodes de production, de distribution et d'alimentation. Et pourtant, ce choix devient impossible dans le cadre des accords commerciaux actuels et peut entraîner des sanctions sévères. Bien que certains de ces accords soient maintenant en eau trouble à cause des remous provoqués par le Brexit (la sortie du Royaume-

Uni de l'Union européenne), par le président de droite des États-Unis, M. Trump, et par d'autres tendances nationalistes, il est évident que les intérêts commerciaux qui sont derrière ces traités vont continuer d'avancer.

- En imposant une harmonisation réglementaire entre les signataires des accords commerciaux afin d'ouvrir encore plus largement les marchés, et en soumettant cette ouverture aux clauses de « statu quo » (*standstill*) et de « cliquet » (*ratchet*). Quand le pays signe l'accord, la clause de statu quo l'empêche d'accroître le niveau de réglementation de certains secteurs. Cela signifie qu'il ne peut que « déréglementer », autrement dit, il ne peut plus, à son gré, rendre les réglementations plus strictes ou en approuver de nouvelles. La clause à effet de cliquet implique qu'une fois qu'un pays a pris des mesures pour libéraliser et ouvrir son marché, il ne peut plus jamais faire marche arrière. Ainsi, une mesure prise par le gouvernement en place – par exemple ouvrir le pays aux importations de viande industrielle – ne pourra pas être inversée par une prochaine administration. De ce fait, les processus démocratiques de lutte pour le climat deviennent vides de sens.

- En soumettant les réglementations environnementales au système de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS ou RDIE en français). Lorsqu'un pays a signé un contrat d'investissement qui contient une clause RDIE, l'entreprise étrangère concernée peut poursuivre le gouvernement en justice si celui-ci adopte une mesure d'intérêt public qui pourrait affecter négativement les bénéfices escomptés de l'entreprise. Ainsi, si un gouvernement augmente les taxes sur la consommation de viande, cette mesure pourra être remise en cause par l'industrie de la viande. On a constaté que la simple menace de cette possibilité, qui peut entraîner des dommages et intérêts s'élevant généralement à des centaines de millions de dollars, décourage les décideurs de prendre des mesures environnementales ou sociales.

Toutes ces politiques augmentent la production et la consommation, en favorisant le dumping de viande et de produits laitiers bon marché dans les pays à faible revenu. Non seulement elles tuent les moyens de subsistance locaux mais aussi notre santé, surtout la santé de ceux qui n'ont pas les moyens ou la possibilité d'obtenir de la viande d'autres sources, en plus d'être mauvaises pour le climat.

Nous devons de toute urgence contrecarrer le développement mondial des 'chaînes de valeur' de la viande et des produits laitiers, ce développement qui est entériné dans les grands accords entre les principaux blocs commerciaux. Nous devons arrêter de subventionner l'industrie de la viande et la rendre responsable des dégâts écologiques et sociaux qu'elle commet. Nous devons prendre conscience de tout cela et réorienter les investissements et les mesures de soutien vers les marchés locaux, régionaux et nationaux d'animaux élevés de façon durable par de petits producteurs.

GRAIN, www.grain.org

Article fondé sur :

[Pour sauver le climat, il faut prendre le taureau par les cornes : réduisons la consommation de viande et de produits laitiers industriels](#) – GRAIN

[The Global Dangers of Industrial Meat](#) – GRAIN et Raj Patel, dans Civil Eats.

(Vous y trouverez les références et les sources des chiffres mentionnés dans le présent article.)

